

| | | |
|---------------|--|---|
| VOS RÉF. | | Direction départementale des territoires et de la mer de la Somme |
| NOS RÉF. | TER-PAC-2021-80021-CAS- 158126-Q8X4J9 | |
| INTERLOCUTEUR | Christophe DELMER | 35, rue de la Vallée |
| TÉLÉPHONE | 03 20 13 67 94 | |
| E-MAIL | christophe.delmer@rte- france.com | 80000 AMIENS |
| OBJET | Commune Amiens - Révision du Plan Local d'Urbanisme | MARCQ EN BAROEUL, le 28/04/2021 |

Madame,

Nous accusons réception du courrier relatif au porter à connaissance concernant le projet révision du PLU de Amiens et transmis par vos services pour avis le 27/04/2021.

RTE, Réseau de Transport d'Electricité, est le gestionnaire du réseau de transport d'électricité à haute et très haute tension (supérieur à 50 kV) sur l'ensemble du territoire métropolitain. Dans ce cadre, RTE exploite, maintient et développe les infrastructures de réseau et garantit le bon fonctionnement, la sécurité et la sûreté du système électrique dans le respect de la réglementation, notamment l'arrêté technique du 17 mai 2001 fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

A cet égard, nous vous informons que, sur le territoire couvert par ce document d'urbanisme, sont implantés des ouvrages du réseau public de transport d'électricité dont vous trouverez la liste en annexe du présent courrier.

Au regard des éléments précités, et afin de préserver la qualité et la sécurité du réseau de transport d'énergie électrique (infrastructure vitale), de participer au développement économique et à l'aménagement des territoires ainsi que de permettre la prise en compte, dans la planification d'urbanisme, de la dimension énergétique, RTE attire l'attention des services sur les observations ci-dessous :

Centre Développement Ingénierie Lille
62, rue Louis Delos
59700 MARCQ EN BAROEUL

www.rte-
france.com



05-09-00-COUR

1/ Le report des servitudes d'utilité publique (servitudes I4)

En application des articles L. 151-43 et L. 152-7 du Code de l'urbanisme, nous vous demandons d'insérer en annexe au PLU les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol, que constituent les ouvrages électriques listés ci-dessus (servitudes I4), afin que celles-ci puissent être opposables aux demandes d'autorisation d'occupation du sol.

Nous vous informons que l'emplacement de nos ouvrages figurant en annexe du courrier est disponible sur le site de l'Open Data de Réseaux Energies : <https://opendata.reseaux-energies.fr/pages/accueil/>. Pour information, il est possible de télécharger les données en vous y connectant.

Par ailleurs, conformément aux articles L. 133-1 à L. 133-5 du Code de l'urbanisme, un Portail national de l'urbanisme au sein duquel seront insérées les servitudes d'utilités publiques affectant l'utilisation du sol existe. Vous pourrez vous y reporter sur le site du géoportail qui sera alimenté au fil de l'eau par tous les acteurs bénéficiant de telles servitudes.

Enfin, compte tenu de l'impérative nécessité d'informer exactement les tiers de la présence de ces ouvrages (sécurité et opposabilité), et en particulier dans le cadre de l'instruction des demandes d'autorisation du sol, il convient de mentionner, en complément de la liste des servitudes en annexe de votre PLU, le nom et les coordonnées du Groupe Maintenance Réseaux de RTE chargé de la mise en œuvre des opérations de maintenance sur le territoire de Amiens :

**RTE – Groupe Maintenance Réseaux
673, avenue du Président Kennedy – 62412, BETHUNE.**

2/ Le Règlement

Les ouvrages du réseau public de transport d'électricité constituent des « équipements d'intérêt collectif et services publics » (4° de l'article R. 151-27 du Code de l'urbanisme), et entrent au sein de la sous-destination « *locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilées* » (4° de l'article R. 151-28 du même Code). A ce titre, nos ouvrages correspondent à des « *constructions techniques nécessaires au fonctionnement des services publics* » (article 4 de l'arrêté du 10 novembre 2016 relatif aux sous-destinations).

Par conséquent, il conviendra de faire préciser au chapitre des dispositions générales ou dans chaque zone impactée :

1.1. Pour les lignes HTB et pour les câbles de télécommunication hors réseau de puissance

- Que le PLU autorise la construction d'ouvrages électriques à haute et très haute tension ainsi que la construction de câbles de télécommunication hors réseau de puissance, dans les zones concernées, afin que nous puissions réaliser les travaux de maintenance et de modification ou la surélévation de nos lignes pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques ;

- Que les règles de prospect et d'implantation ne sont pas applicables aux ouvrages de transport d'électricité HTB (tension > 50 kV) et aux câbles de télécommunication hors réseau de puissance, faisant l'objet d'un report dans les documents graphiques et mentionnés dans la liste des servitudes ;
- Que la hauteur spécifiée dans le règlement n'est pas réglementée pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou services d'intérêt collectif dans l'ensemble de la zone, sous-secteurs compris ;
- « Que les exhaussements et affouillements de sol sont autorisés pour les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics ».

1.2. Pour les postes de transformation

- Que sont autorisées la construction / la mise en conformité de bâtiments techniques, équipements, clôtures de poste ou tout aménagement futur ;
- Que la hauteur spécifiée dans le règlement n'est pas réglementée pour les constructions, clôture et installations nécessaires aux services publics ou services d'intérêt collectif dans l'ensemble de la zone, sous-secteurs compris ;
- Que les règles de prospect et d'implantation ne sont pas applicables aux postes de transformation.

3/ Incompatibilité avec les Espaces Boisés Classés (EBC)

Certains ouvrages du réseau public de transport d'électricité sont situés en partie dans un EBC. Or, nous attirons votre attention sur le fait que les servitudes I4 d'établissement et d'entretien des ouvrages RTE sont incompatibles avec le classement d'un terrain en EBC. Dans le cas d'une ligne électrique aérienne existante, un tel classement serait illégal. Cette absence de prise en compte serait par ailleurs de nature à fragiliser juridiquement le document d'urbanisme et pourrait conduire, en cas de contentieux, à son annulation (*Conseil d'Etat, 13 octobre 1982, Commune de Roumare, Conseil d'Etat, 14 novembre 2014, Commune de Neuilly-Plaisance*).

Dans le cadre des servitudes d'élagage et d'abattage d'arbres, RTE coupe les arbres et branches d'arbres qui, se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient, par leur mouvement ou leur chute, occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages. La largeur de cette zone d'entretien dépend de la topologie des lignes. Elle est donc déterminée spécifiquement pour chaque porté par des experts.

Nous vous demandons par conséquent que, sur les documents graphiques, le report du tracé des ouvrages concernés soit réalisé de façon à faire apparaître clairement, par un surlignage sans ambiguïté, l'axe des implantations d'ouvrages et, que soient retranchés des espaces boisés classés les bandes suivantes :

- 2.50 m de part et d'autre de l'axe des lignes souterraines simple circuit ;
- 20 m de part et d'autre de l'axe des lignes aériennes de tension 90 000 volts ;
- 30 m de part et d'autre de l'axe des lignes aériennes de tension 225 000 volts ;
- 40 m de part et d'autre de l'axe des lignes aériennes de tension 400 000 volts.

Enfin, nous vous précisons qu'il est important que vous nous transmettiez un dossier complet du projet d'arrêt du PLU afin que nous soyons en mesure d'émettre un avis. De préférence, nous souhaiterions recevoir ce dossier du projet arrêté sous la forme de fichiers téléchargeables directement via un lien Internet.

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, nous vous prions d'agréer, Madame, l'assurance de notre considération distinguée.

Anne-Marie REYNARD
Directrice Adjointe du Centre Développement & Ingénierie Lille
Chef du Service Concertation Environnement Tiers

Annexe:

- Liste des ouvrages implantés sur le territoire couvert par le PLU de Amiens.

Annexe

Ouvrages implantés sur le territoire couvert par le PLU de Amiens

- LIAISON 225kV N°1 AMIENS – AVESNES-LE-COMTE – VICOONE (LA) ;
- LIAISON 90kV N°1 AIRAINES – ARGOEUVES ;
- LIAISON 90kV N°1 ALBERT – ARGOEUVES ;
- LIAISON 225kV N°1 AMARGUE – AMIENS – ARGOEUVES ;
- LIAISON 225kV N°2 AMIENS – ARGOEUVES ;
- LIAISON 90kV N°1 ARGOEUVES – DOULLENS ;
- LIAISON 90kV N°1 ARGOEUVES – DOUZE (LES) ;
- LIAISON 90kV N°1 ARGOEUVES – QUENTOIS ;
- LIAISON 90kV N°2 ARGOEUVES – DOUZE (LES) ;
- LIAISON 400kV N°1 ARGOEUVES – CHEVALET ;
- LIAISON 90kV N°1 DOUZE (LES) – SAMAROBIVA ;
- POSTE ÉLECTRIQUE 90 kV DOUZE (LES) et SAMAROBIVA ;
- POSTE ÉLECTRIQUE 225 kV AMIENS ;
- CÂBLE DE TÉLÉCOMMUNICATION.

Annexe

Ouvrages implantés sur le territoire couvert par le PLU de Amiens

- LIAISON 225kV N°1 AMIENS – AVESNES-LE-COMTE – VICOIGNE (LA) ;
- LIAISON 90kV N°1 AIRAINES – ARGOEUVES ;
- LIAISON 90kV N°1 ALBERT – ARGOEUVES ;
- LIAISON 225kV N°1 AMARGUE – AMIENS – ARGOEUVES ;
- LIAISON 225kV N°2 AMIENS – ARGOEUVES ;
- LIAISON 90kV N°1 ARGOEUVES – DOULLENS ;
- LIAISON 90kV N°1 ARGOEUVES – DOUZE (LES) ;
- LIAISON 90kV N°1 ARGOEUVES – QUENTOIS ;
- LIAISON 90kV N°2 ARGOEUVES – DOUZE (LES) ;
- LIAISON 400kV N°1 ARGOEUVES – CHEVALET ;
- LIAISON 90kV N°1 DOUZE (LES) – SAMAROBRYVA ;
- POSTE ÉLECTRIQUE 90 kV DOUZE (LES) et SAMAROBRYVA ;
- POSTE ÉLECTRIQUE 225 kV AMIENS ;
- CÂBLE DE TÉLÉCOMMUNICATION.